

Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques

Session du 16 décembre 2021

Discours d'ouverture

Intervention de Stéphanie MAZA

Conseillère départementale Pau 1

Présidente du groupe de la gauche départementale

Monsieur le Président, chers collègues,

La semaine dernière, notre département a fait face à des inondations d'une ampleur inédite. Permettez-moi de saluer la mobilisation des agents départementaux, des services d'incendie et de secours, des maires et de toutes les personnes qui ont fait face à ces catastrophes climatiques sur l'ensemble du territoire. Malheureusement, il ne s'agit pas d'une fatalité.

Nous savons désormais que ces catastrophes n'ont rien de naturelles, que le bouleversement climatique est en marche et que nous ne pouvons plus simplement attendre que ça passe, sous peine de souffrances que personne n'est prêt à endurer. Le Département a les moyens d'agir, j'y reviendrai.

Aussi, l'heure n'est pas à l'incantation. L'heure est à la mobilisation. Au rassemblement de toutes les bonnes volontés pour, ensemble, dans le respect de nos différences, agir à l'amélioration de la qualité de vie de ses habitants et à la construction d'un avenir prometteur et solidaire.

Nous regrettons d'ailleurs, l'absence de présentation en commission, des rapports sur des sujets importants, comme le développement durable ou l'égalité femme-homme. Il ne s'agit pas de gadgets. Les rapports nous sont parvenus 20 minutes avant l'heure de la réunion. Rien n'avait été préparé, alors que ce sont des documents obligatoires. Ce ne sont pas, et vous en conviendrez, des conditions optimales de travail et il nous semble qu'à l'avenir, ces questions méritent là aussi, un bilan, un partage des idées, et la mobilisation de tous les élus.

D'une manière générale, nous pensons que nous ne devrions plus opposer « prévenir » et « guérir ».

Prévenir, c'est garantir des services publics qui fonctionnent, sur l'ensemble du territoire. La crise sanitaire nous l'a cruellement rappelé à tous. Mais la mémoire est sélective et l'on entend, de nouveau aujourd'hui, la nécessité de « réduire le nombre de fonctionnaires », de demander toujours plus, en travaillant plus, plus longtemps, usant ainsi les personnes, les renvoyant à leur propre échec lorsqu'elles ne résistent plus à la pression. Nous vous le disons clairement, Monsieur le Président, ce n'est pas ce que nous voulons pour les agents publics en général et en particulier ceux de la collectivité, et nous continuons à y être attentifs. Les échanges dans les instances de dialogue social l'ont d'ailleurs montré, les bonnes conditions de travail doivent être garanties.

Les services au public sont les seuls garde-fous face à l'explosion des inégalités. Cela veut dire mettre le paquet sur les politiques de prévention avant de devoir guérir. Et cela concerne tous les champs d'intervention du Département. D'abord, l'urgence climatique. Garants des mobilités départementales, des infrastructures, de l'économie touristique, de l'agriculture, de la préservation et aménagement des espaces, de la montagne, au littoral, en passant par les plaines, nous devons collectivement définir les priorités, en y associant les habitants des territoires. Ce sont les hommes et les femmes qui vivent leur environnement, qui y travaillent, avec les élus locaux, mais aussi des professionnels, qui peuvent, ensemble, définir le mieux les enjeux du quotidien. En ce sens, nous soutiendrons toute action engagée dans cette voie. Les attentes sont immenses, l'ambition prometteuse et nous espérons que nous irons au-delà des déclarations d'intention. Les élus du groupe de gauche sont là aussi, prêts à participer à la construction de solutions concrètes.

Mais l'état de la société nous oblige aujourd'hui à répondre à de grands défis, où il nous faut conjuguer solidarité et ambition. Il ne s'agit pas seulement de préparer l'avenir mais bien de répondre aux problèmes du présent. Et il y en a quelques-uns sur lesquels nous ne lâcherons rien : l'insertion, les aînés, la protection de l'enfance, en bref, la matière humaine qui compose notre société.

Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement, qu'en face de nos missions obligatoires, nous devrions avoir un débat sur nos priorités, qui

doivent traduire celles des habitants de ce département : la santé, l'emploi, le maintien à domicile, le logement...mais tout ceci se résume en une seule idée, la dignité. Notre groupe présente d'ailleurs deux motions sur cet enjeu majeur : la dénonciation de la réforme de l'assurance chômage et le droit au logement pour les populations locales. Nous souhaitons cette fois pouvoir les exposer, car ce sont des sujets importants et nous espérons que vous nous laisserez la parole pour les présenter. Je laisserai par ailleurs mes collègues du groupe de gauche intervenir sur les différentes priorités sociales au fur et à mesure de l'examen des rapports.

Mais qu'avons-nous perçu dans la proposition de vos orientations budgétaires pour 2022 ?

Cette année encore, comme depuis plusieurs années, nous n'y avons pas échappé. Vos orientations budgétaires nous emmènent vers un scénario catastrophe, où l'avenir sera celui de l'effondrement, des crises financières, où notre seul problème serait de financer des grands travaux dont on peut discuter, au lieu des urgences qui sont déjà là.

Mais vous le savez, la nature même des catastrophes est qu'elles sont imprévisibles.

Si les précédentes crises avaient pu être évitées, ne pensez-vous pas qu'elles l'auraient été ?

Lorsque les alertes sont visibles, la crise est déjà installée. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. La politique fiction permet d'afficher une réalité qui vous arrange, qui permet, en faisant peur, d'affirmer de la prudence là où nous voyons une obsession pour vous ériger en gestionnaire salvateur. **Mais ce n'est pas simplement de l'argent que nous gérons, ce sont des services aux populations.**

Et tout ceci est la parfaite illustration de ce que nous ne pourrons jamais vous dénier, de toute votre longue carrière politique, c'est votre attachement aux valeurs de la droite.

C'est en effet avec constance et régularité - ce qui est à mettre à votre honneur - que vous avez privilégié un beau bilan financier à un beau bilan humain.

Ces orientations budgétaires ne font pas exception à la règle. Fidèle à la pensée de François Bayrou, qui, dès 2007, proposait d'inscrire dans la Constitution l'interdiction de la dette, vous laissez pratiquement intouchées les recettes immenses qu'apportent indirectement l'explosion des prix de l'immobilier sur la côte basque depuis quelques années, utilisant même un nouveau tour de passe-passe comptable pour camoufler 40 millions pour, encore une fois, avoir une raison de ne pas en organiser la redistribution.

Depuis 2015, vous cherchez à éteindre progressivement, la dette du département, fidèle là encore à vos valeurs qui érigent la dette en péché et son remboursement en vertu.

Mais que se passera-t-il, Monsieur le Président, lorsque le département n'aura plus de dettes ? Quand la baisse brutale des transactions immobilières que vous affichez en prévision ne se sera pas produite ? Vous, ou vos successeurs, allez-vous donc, enfin, redistribuer les recettes au profit par exemple des dépenses sociales, ou tomberez-vous enfin le masque concernant votre nature véritable ? N'est pas « bon père de famille » celui qui préfère garder l'argent sous le matelas plutôt que dans le ventre de ses enfants.

Partout, les urgences sont évidentes, et investir n'a jamais été autant nécessaire. Dans l'éducation, dans l'environnement, dans la dépendance. Et vous le savez.

La collectivité n'est pas un simple guichet de distribution des prestations sociales. Elle, et à travers elle les agents, doit accompagner, lever les freins à l'insertion dans notre société. Moins de procédures et plus de suivi personnalisé dans le domaine de l'enfance, du handicap, du logement même ! Des délais tenables pour le traitement des dossiers des personnes âgées, du répit pour ceux qui aident ces personnes, des conditions d'attractivité pour les métiers de l'aide à la personne, voilà où il nous faut aujourd'hui investir !

Car derrière les chiffres, il y a des personnes qui ont besoin d'abord d'une allocation, mais aussi d'un accompagnement, d'actions mises en place pour sortir de la précarité ou simplement conserver le minimum de dignité acceptable. Je le rappelle : les chiffres sont froids. Nous, notre mission – mieux notre volonté – c'est de faire en sorte que ces personnes ne tombent pas dans l'extrême pauvreté et de les accompagner vers la réinsertion professionnelle. Qu'ils ne soient ni abandonnés, ni oubliés, ni sacrifiés sur l'autel d'un

désendettement comptable qui n'a pas de sens réel, en dehors d'un carcan de la pensée libérale.

Vous allez nous opposer que les recettes exceptionnelles des DMTO sont par nature non récurrentes. Dans ce cas, il est justement temps de réaliser de véritables investissements cette année. Peut-être cela pourrait-il engendrer des économies les années suivantes. Je pense aux travaux d'isolation sur tous le patrimoine départemental, à des constructions durables, à l'accompagnement des autres collectivités dans leurs aménagements pour la sécurité ou pour réduire les dépenses, dans les aides aux plus modestes pour réduire les factures d'énergie et bien d'autres encore.

Nous ne sommes pas des pousse-au-crime, nous ne souhaitons évidemment pas de dépenses récurrentes qui ne feraient qu'augmenter sans maîtrise réelle, mais nous pourrions discuter dès maintenant de dépenses ponctuelles. Vous pensiez, en 2015, que la gauche n'avait fait que dépenser en conduisant le Département à sa perte. Et bien non, cette majorité rattrapait le retard d'investissement. Je note, au passage, qu'en 2015 vous croyiez aux vertus des audits dans la gestion des dépenses publiques, là où aujourd'hui, votre majorité s'en offusque lorsqu'on lui rend la pareille. Je referme la parenthèse.

Nous vous demandons, Monsieur le Président, dans le laps de temps entre ce débat et le Budget primitif, de mener ensemble ce travail de redéfinition des priorités. Commençons dès aujourd'hui.

Une question devrait interroger la population : pourquoi cet argent n'est pas mis à leur service ?

Il n'est pas nécessaire de nous servir des scénarios d'anticipation catastrophe car l'action du Département doit s'inscrire dans le temps présent. C'est en consolidant les failles d'aujourd'hui que nous éviterons les drames de demain.

Je vous remercie.